

LOT N° 1
DOMMAGES
AUX BIENS

DESCRIPTION ET RECAPITULATIF DES BATIMENTS ET DES CONTENUS

(MOBILIERS, MATERIELS, EQUIPEMENTS ET
INSTALLATIONS
Y COMPRIS A L'EXTERIEUR)

**RELEVÉ DES BIENS ASSURÉS POUR
LA COMMUNE DE FORMIGUERES**

DESIGNATION DES IMMEUBLES	LOCALISATION	SURFACE m ²	OBSERVATIONS
Mairie		478	
Eglise		501	Façade classée
Poste		210	
Ecole		1383	
Gendarmerie		1675	
Salle des Associations		236	
Garages communaux :	Rte Puyvalador(367) et Rue du Casteil (124) Route de Mont- Louis (177)	491	
Station de ski 3 commerces	40+25+60	125	
Maison des jeunes		44	
Salle du Casteil		132	
Château d'eau (Villeneuve Galbe)		214	
Relais télévision		23	
Cimetière		40	
Mairie de VILLENEUVE		50	
Chapelle de VILLENEUVE		341	
Cabane lac de l'Olive		21	
Toilettes sèches		5	
Station de traitement de l'eau		157	
TOTAL		6 126	

LES MOBILIERS, MATERIELS, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS Y COMPRIS A L'EXTERIEUR

▣ Les contenus, matériels et installations, y compris à l'extérieur, sont composés :

- * des embellissements et agencements
- * des matériels et mobiliers professionnels
 - matériels Techniques (hors matériels roulants)
 - matériels Bureautiques, Informatiques et audiovisuels (dont photocopieurs en location)
- * des matériels, mobiliers et installations, en location
- * des marchandises (stock de fournitures et consommables)
- * des objets de valeur (notamment des objets religieux dans l'église)
- * des matériels et mobiliers hors locaux
- * des équipements publics communaux hors locaux : mobilier urbain, édifices ruraux, jeux de plein air, monuments
- * de l'éclairage public et des installations de sport.

et sont répartis dans les différents bâtiments occupés par la Commune de Formigueres.
Ils sont à assurer en tout lieu, sans distinction d'inventaire.

▣ La Valeur totale à neuf des contenus, matériels et installations, y compris à l'extérieur, s'élève à 1 200 000 €

dont :

- * Matériels Informatiques, Bureautiques et Audiovisuel : 30 000 €

	COFFRE-FORT
LIEU	Mairie
MARQUE	Fichet
SCELLE	Non
SOMME Maximum contenue en euros (chèques, espèces ou autres)	1 000 €

	ARMOIRE FORTE
LIEU	Accueil
MARQUE	Fichet
SCELLE	Non
SOMME Maximum contenue en euros (chèques, espèces ou autres)	500 €

ASSURANCE DES BIENS COMMUNE DE FORMIGUERES

**MULTIRISQUES BATIMENTS ET CONTENUS
GARANTIES
A ACCORDER OBLIGATOIREMENT DANS L'OFFRE**

La rédaction des exclusions à préciser fait partie intégrante des critères de jugement.
Il sera apprécié une rédaction de contrat de type "Tous sauf".
La rédaction fera l'objet des critères de jugement.

**AVEC LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITE DE
19 000 000 €**

LE CONTRAT DOIT INCLURE LES CLAUSES PARTICULIERES SUIVANTES :
(Leur rédaction sera appréciée dans les critères de jugement de l'offre)

Clauses particulières à insérer (Voir rédaction détaillée) :

- * CLAUSE D'ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE
- * CLAUSE D'ASSURANCE POUR COMPTE DE QUI IL APPARTIENDRA
- * CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS
- * CLAUSE INVESTISSEMENTS NOUVEAUX

LE CONTRAT DOIT ACCORDER LES GARANTIES SUIVANTES :
(Les montants de garanties sont exprimés "par sinistre", sauf mention particulière)

**I INCENDIE
EXPLOSION
CHUTE DE LA FOUDRE ET L'ELECTRICITE
TEMPETE, OURAGANS, TROMBES, TORNADES, CYCLONES, GRELE ET NEIGE
SUR TOITURE
FUMEES
CHUTE D'APPAREILS DE NAVIGATION AERIENNE ET D'ENGINS SPATIAUX,
MUR DU SON
CHOC D'UN VEHICULE TERRESTRE Y COMPRIS AVEC VEHICULES NON
IDENTIFIES
ACTES DE VANDALISME, GREVES, EMEUTES, MOUVEMENTS POPULAIRES,
ACTES DE TERRORISME OU DE SABOTAGE**

IMMOBILIER

▣ Superficie développée : 6 285 m² (y compris les infrastructures extérieures)

- Garantie Valeur totale à neuf
- Risques locatifs pour locaux occupés temporairement (maxi : 21 jours)
- Recours des locataires, voisins et tiers : minimum 3 500 000 €
- Dommages électriques sur canalisations et aménagements indissociables

MOBILIER/CONTENU ET INSTALLATIONS (y compris à l'extérieur)

▣ La Valeur totale à neuf des contenus, matériels et installations (y compris à l'extérieur des bâtiments et y compris les Matériels Informatiques, Bureautiques et audiovisuels) s'élève à : 1 200 000 €

- Garantie Valeur totale à neuf

II	DEGATS DES EAUX ACTION DU GEL INFILTRATIONS TOITURES, TERRASSES, FENETRES, BALCONS ET CIELS VITRES FUITES D'EAU ACCIDENTELLES OU DEBORDEMENTS PROVENANT DE : CANALISATIONS (Y COMPRIS ENTERREES) TOUS APPAREILS A EFFET D'EAU OU DE CHAUFFAGE CHENEAUX OU GOUTTIERES REFOULEMENT D'EGOUTS
-----------	--

IMMOBILIER

▣ Superficie développée : 6 126 m² (y compris les infrastructures extérieures)

- Garantie Valeur totale à neuf
- Risques locatifs pour locaux occupés temporairement (maxi : 21 jours)
- Recours des locataires, voisins et tiers : minimum 3 500 000 €

MOBILIER/CONTENU ET INSTALLATIONS (y compris à l'extérieur)

▣ La Valeur totale à neuf des contenus, matériels et installations (y compris à l'extérieur des bâtiments et y compris les Matériels Informatiques, Bureautiques et audiovisuels) s'élève à : 1 200 000 €

- Garantie Valeur totale à neuf

III BRIS DE GLACES, ENSEIGNES ET VITRAUX

- Garantie Valeur partielle (1er risque) : 20 000 €

IV VOL OU TENTATIVE DE VOL (ETENDU AU VANDALISME) DETERIORATIONS IMMOBILIERES DU FAIT DES VOLEURS DETERIORATIONS DE L'ALARME DU FAIT DES VOLEURS

- Garantie capital partiel (1er risque) : 100 000 €

V VOL D'ESPECES, VALEURS EN COFFRES, VOL SUR LA PERSONNE, TRANSPORTS DE FONDS

- Montant de la garantie : 1 000 €

VI DOMMAGES ELECTRIQUES

- Garantie capital partiel (1er risque) : 50 000 €

VII BRIS DE MACHINES INFORMATIQUES, BUREAUTIQUES ET AUDIOVISUELS (Y COMPRIS DOMMAGES ELECTRIQUES)

- Assiette totale : 30 000 €
- Capital à garantir en valeur totale sans distinction d'inventaire : 30 000 €
- Valeur à neuf pour le matériel âgé de moins de 2 ans.
- Dommages aux matériels portables en cours de transport et au domicile des agents et élus.
- Frais annexes (Frais de reconstitution des médias informatiques, Frais d'adaptation des logiciels et des sauvegardes, Frais supplémentaires d'exploitation, Pertes de loyers) : 10 000 €

VIII BRIS DE MACHINES TECHNIQUES – STATION COMMUNALE DE TRAITEMENT DES EAUX (Y COMPRIS DOMMAGES ELECTRIQUES)

- Assiette totale : 200 000 €
- Capital à garantir avec L.C.I. : 100 000 €
- Frais annexes et indirects : 30 000 €

IX BRIS DE MACHINES DE PANNEAUX LUMINEUX D'INFORMATION ET RADAR PEDAGOGIQUES (Y COMPRIS DOMMAGES ELECTRIQUES)

- Assiette totale : 8 000 €
- Capital à garantir en valeur totale : 8 000 €

X DOMMAGES AUX OUVRAGES DE GENIE CIVIL

- Garantie avec L.C.I. : 200 000 €

XI INVESTISSEMENTS NOUVEAUX

- Capital à garantir : 200 000 € sur bâtiments et contenus, matériels et installations (y compris à l'extérieur)

**XII GARANTIES COMPLEMENTAIRES
Pour toutes les garanties du contrat.**

- Montant de la garantie : 200 000 € comprenant :
 - * Honoraires d'architectes, bureaux d'étude, de contrôle, d'ingénierie et de décorateur

- * Remboursement de la prime Dommages ouvrage
- * Frais de déblais, frais de déplacement et de relogement
- * Frais pour mesures de sauvetage, dommages occasionnés par les secours
- * Frais de mise en conformité
- * Frais de désinfection, de décontamination
- * Mesures conservatoires, autorités civiles ou militaires
- * Pertes indirectes sur justificatifs (10 %)
- * Intérêts d'emprunt
- * Perte financière en qualité de locataire
- * Pertes de loyers/matériels en location
- * Frais de reconstitution d'archives et de documents
- * Frais de recherche de fuites
- * Frais de gardiennage et de clôture provisoire.

XIII HONORAIRES D'EXPERTS

Pour toutes les garanties du contrat

- Capital à garantir : selon barème U.P.E.M.E.I.C.

XIV ATTENTATS

- A garantir selon la loi du 9 septembre 1986.

XV CATASTROPHES NATURELLES

- A garantir selon la loi du 13 Juillet 1982.

FRANCHISES DU CONTRAT

- A définir par l'assureur

EXCLUSIONS

- A définir par l'assureur

**CLAUSES PARTICULIERES A INSERER OBLIGATOIREMENT
LA REDACTION FERA L'OBJET D'UNE APPRECIATION SELON LES CRITERES DE
JUGEMENT****ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE**

La présente assurance est consentie avec abrogation de la règle proportionnelle.

ASSURANCE POUR COMPTE DE QUI IL APPARTIENDRA

Le présent contrat produira ses effets pour le compte de qui il appartiendra en ce qui concerne les biens appartenant à des tiers et dont la collectivité aurait l'usage à titre permanent ou temporaire, alors même que l'assuré ne serait pas reconnu responsable de l'avarie ou destruction desdits objets, étant entendu que la valeur sera comprise dans l'estimation des biens assurés.

Toutefois lorsque les tiers sont eux-mêmes assurés pour ces biens ou objets, la présente assurance ne joue jamais en coassurance, mais en complément en cas d'insuffisance de garantie.

RENONCIATION A RECOURS

L'assureur renonce à tous recours qu'il serait en droit d'exercer au moment du sinistre, contre :

Les associés, sociétaires, dirigeants et, en général, tous préposés de l'assuré ou des sociétés pour le compte desquels il agit.

Les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé, et notamment les propriétaires, locataires, colocataires, sous-locataires, occupantes et ou utilisateurs à quelque titre que ce soit des biens assurés.

Toute société avec laquelle l'assuré a des intérêts communs et toute personne physique ou morale envers lesquelles l'assuré aurait pris des engagements contractuels.

Toutefois, si la responsabilité de l'occupant, auteur ou responsable du sinistre est assurée, l'assureur conserve, malgré la présente renonciation, la possibilité de recourir dans les limites où cette assurance produit ses effets.

INVESTISSEMENTS NOUVEAUX

Les assureurs doivent garantir automatiquement et sans déclaration préalable, les augmentations de valeur dues aux adjonctions, remplacement de matériel, construction de nouveaux bâtiments, réfections, aménagements, transformations, etc. qui pourraient intervenir pendant l'exercice en cours, jusqu'à concurrence d'une somme maximale indiquée aux Conditions Particulières et ce, aux conditions du contrat.

Au début de l'exercice suivant, l'assuré s'engage à faire parvenir à l'assureur un relevé des immobilisations réalisées au cours de ladite année et à payer le supplément de prime correspondant.

CLAUSES PARTICULIERES SOUHAITEES
LA REDACTION FERA L'OBJET D'UNE APPRECIATION SELON LES CRITERES DE
JUGEMENT**AVANCE SUR INDEMNITE**

Trois mois après la déclaration de sinistres, si les dommages n'ont pas encore été complètement évalués, les assureurs verseront un acompte provisionnel, sauf opposition d'un tiers, égal aux estimations effectuées.

CLAUSE DE GERANCE DU CONTRAT

Les déclarations que l'assuré aurait à faire pendant la durée de l'assurance sont considérées comme valables pour toutes les compagnies intéressées, lorsqu'elles auront été signifiées, soit à la compagnie apéritrice, soit à l'agence où la police a été souscrite.

DECLARATION DE SINISTRES

La compagnie dispense l'assuré de toute déclaration de sinistre dont elle ne réclamerait pas le montant.

Elle renonce alors formellement à son droit de résiliation, même si elle avait connaissance du sinistre d'une autre manière.

DENONCIATION APRES SINISTRE

La dénonciation qui sera faite à l'assuré après sinistre, n'aurait effet que trois mois après lui avoir été signifiée.

CONNAISSANCE

Les assureurs déclarent avoir une opinion suffisante des risques assurés, les ayant fait ou ayant eu la possibilité de les faire visiter et reconnaître.

En conséquence, ils les acceptent tels qu'ils se présentent, en renonçant à se prévaloir de toute déclaration de l'assuré, de toute erreur ou omission, tant en ce qui concerne l'exploitation que la construction des bâtiments, la disposition des lieux, les voisinages ou contiguïtés.

L'assuré, autorisant les assureurs à exercer, à tout moment, leur contrôle sur la situation matérielle des risques, a la faculté d'y apporter toutes modifications, adjonctions et extensions sans avoir à en aviser les assureurs, ces derniers, qu'ils usent ou non du droit de contrôle qui leur est réservé, étant censés continuer à connaître les risques, avec tous changements apportés par l'assuré dans leur composition ou exploitation ainsi que leurs nouveaux voisinages ou contiguïtés, y compris toutes aggravations qui pourraient résulter du fait de l'assuré ou des tiers.

Il est bien entendu que tous tracés, plans ou états communiqués aux assureurs ne sont donnés qu'à titre indicatif.

Les assureurs renoncent à se prévaloir du fait qu'ils seraient incomplets ou inexacts.

La garantie porte sur tous risques présents et à venir.

MATERIELS OU MOBILIERS EN CREDIT BAIL

Lors d'un sinistre total (sinistre dont le montant des frais de réparation est égal ou supérieur à la valeur réelle) garanti par le contrat atteignant un matériel ou mobilier acquis par l'intermédiaire d'un organisme de crédit ou de crédit-bail, l'assureur désintéressera en priorité l'organisme prêteur des sommes lui restant dues.

Si celles-ci, au jour du sinistre sont supérieures au montant de l'indemnité déterminée, l'assureur lui remboursera le montant des sommes lui restant dues, déduction faite des valeurs de sauvetage et de la franchise éventuelle.

Si au contraire, elles sont inférieures, l'assureur versera à l'assuré la différence dont il aura déduit les valeurs de sauvetage et la franchise éventuelle.

L'organisme prêteur donnera à l'assureur quittance des sommes versées.